

26 avril 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la politique de la ville, le développement de la Picardie, la lutte contre l'exclusion sociale et la nécessité de réduire les dépenses publiques, Amiens le 26 avril 1996.

LE PRÉSIDENT.- Je remercie les journalistes de la presse régionale et nationale qui ont suivi ce voyage, dans des conditions dont je sais qu'elles ne sont pas toujours faciles, notamment dans la foule. Je suis désolé d'être un petit peu en retard, mais comme toujours, les entretiens avec les représentants des organisations syndicales et professionnelles sont un peu plus longs que prévu.

- Je rappelle simplement très rapidement que je suis venu en Picardie et plus précisément à Amiens, d'abord parce que cette région, d'une part, connaît des problèmes sociaux liés au chômage, plus graves encore que la moyenne nationale, et d'autre part, - c'est vrai au niveau de la région, du département et de la ville d'Amiens -, c'est une région particulièrement dynamique et imaginative, qui ne se laisse pas abattre. J'ai donc souhaité voir de plus près ce qui se faisait ici et qui souvent est exemplaire.

- L'un des points importants de l'observation que je voulais faire, porte naturellement sur les quartiers en difficulté, puisqu'il y en a à Amiens, notamment les quartiers d'Amiens-Nord que nous avons visités hier et qui feront l'objet d'une expérience. Ce quartier sera l'un de ceux qui feront l'objet d'une expérience particulière que sont les zones de défiscalisation et la création des emplois-ville pour les jeunes. C'est-à-dire, le début d'application du plan global qui a été lancé pour tenter de répondre le mieux possible aux problèmes posés par un certain nombre de quartiers en difficulté sur l'ensemble du territoire national.

- C'est un plan global, puisqu'il tente à la fois de créer des activités et des emplois, à rétablir la paix publique, qui est un élément naturellement important pour la vie, à améliorer dans la mesure du possible la prise en charge des jeunes dans ces quartiers, à rénover et à diversifier les logements et à renforcer les partenariats de la ville, c'est-à-dire, à renforcer une politique de concertation en amont et en aval des décisions, et une politique de partenariat entre les différents responsables publics ou associatifs des problèmes.

- Ce plan s'attaque à la fois aux problèmes économiques et aux problèmes sociaux. Aux problèmes économiques des quartiers en difficulté, par la mise en place de zones défiscalisées et d'emplois-ville, (il devrait y avoir la création de 100000 emplois jeunes-ville) et aux problèmes sociaux puisque son objectif est d'essayer de rétablir l'égalité des chances par une meilleure prise en charge des jeunes des quartiers, à l'école notamment en développant une réforme à laquelle je suis, vous le savez, attaché. Cette réforme sera longue à mettre en place. C'est celle de l'aménagement des rythmes scolaires, permettant à la fois de donner aux jeunes davantage de chances d'accéder aux disciplines de la sensibilité, aux enseignements artistiques, à la culture et aussi leur permettant une amélioration sensible des activités sportives et donc une prise en charge sur la journée plus importante au détriment, je l'espère, de la galère dans les rues. Ces quartiers l'auront en priorité.

- Voilà, si vous voulez, les quelques observations que je voulais faire mais je suis tout prêt à répondre aux questions que vous voudriez me poser.

QUESTION.- Monsieur le Président, si vous voulez bien, c'est une question qui nous éloigne un

peu d'Amiens mais un cessez-le-feu vient d'être annoncé au Liban. Je ne sais pas si vous avez eu le temps de prendre connaissance des conditions de cet accord, mais si c'est le cas, est-ce que vous les jugez satisfaisantes et est-ce que vous pouvez nous dire quel rôle la France peut jouer dans la mise en oeuvre de cet accord ? LE PRESIDENT.- J'ai été naturellement prévenu, à la fois de l'évolution vers le cessez-le-feu et des quelques difficultés qui en ont retardé depuis la mise en oeuvre et je ne peux que me réjouir sans réserve et du plus profond de mon coeur de la cessation de ces combats qui ont suffisamment créé le malheur.

- Dès le début de ces combats, le ministre français des affaires étrangères a été sur place et il y est toujours pour tenter d'apporter sa contribution à laquelle s'est ajoutée ensuite celle des Etats-Unis, celle de l'Union européenne, à la recherche d'une solution. L'arrangement qui a été conclu me paraît un bon arrangement et je pense qu'il permettra d'abord aux civils de vivre, de part et d'autre de la frontière du Liban-Sud, en sécurité, qu'il permettra à toutes celles et à tous ceux qui ont dû fuir leur habitat d'y revenir en sécurité, que par là même il permettra la poursuite du processus de paix notamment entre Israël et le Liban, Israël et la Syrie et par conséquent, je me réjouis que les efforts de tous, puisque tout le monde s'y est mis, notamment les Américains bien entendu, l'Union européenne mais également cela va de soi les parties au conflit, c'est-à-dire, Israël, le Liban et la Syrie. Que les efforts de tous aient permis de sortir de cette crise, j'en suis très heureux.\

QUESTION.- Je voudrais vous poser une question relative aux infrastructures qui, comme vous le savez naturellement, sont souvent source de développement de l'emploi. Amiens a raté il y a quelques années le TGV. Amiens, la Somme et la Picardie en général ont été candidates au troisième aéroport. La Commission Douffiagues a proposé un site en Eure-et-Loir.

- Je crois savoir que vous auriez dit que le survol d'avions sur Chartres aurait été peut-être une erreur et je voulais savoir si la décision de la Commission Douffiagues était irrévocable ou si plutôt il n'y aurait pas un débat à l'Assemblée nationale comme le souhaitent un certain nombre de parlementaires.

- LE PRESIDENT.- Je me permets de vous dire que je n'ai jamais porté de jugement sur le survol d'aucune ville et je n'ai jamais émis de préférence sur l'implantation d'un éventuel nouvel aéroport, qui de toutes façons est une décision à long terme, puisque pour le moment Roissy a des capacités de développement de son trafic importantes. Alors je pense que le rapport Douffiagues a apporté des éléments de réflexion mais que la décision naturellement n'est pas prise pour autant.

- Sur le plan des infrastructures, j'ai été saisi, par l'ensemble des parlementaires mais aussi des responsables économiques et sociaux, d'un certain nombre de problèmes concernant les autoroutes, les routes et notamment la 24, la 29 et je repars avec le sentiment que cette région de Picardie estime qu'elle a été en quelque sorte un peu brimée (il n'y a pas de fumée sans feu et par conséquent il doit y avoir des raisons) et qu'elle n'a pas bénéficié de la solidarité nationale pour l'effort d'équipement qui aurait été justifié. Elle n'a peut être pas tort. Je suis donc tout à fait décidé à alerter le gouvernement et les ministres concernés sur ce sentiment fortement exprimé auprès de moi, par tout le monde ici.\

QUESTION.- Vous avez reçu de la part d'Amiénois de toutes origines et de tous âges un accueil particulièrement chaleureux, cela a été un phénomène relativement étonnant, pour ceux qui n'ont pas l'habitude des voyages présidentiels. Comment avez-vous perçu cet accueil, en avez-vous été à un moment ou à un autre particulièrement ému ?

- LE PRESIDENT.- Je dirais d'abord que les Picards sont des gens chaleureux et accueillants, c'est dans leur nature, par conséquent, je ne m'attendais pas à être accueilli de façon désagréable. C'est vrai qu'un certain nombre des attentions dont j'ai fait l'objet ou des remarques que j'ai entendues m'ont touché et j'ai trouvé que certaines des manifestations, notamment de jeunes, étaient pour moi assez émouvantes, c'est vrai.\

QUESTION.- Monsieur le Président, nous sommes à une dizaine de jours du premier anniversaire de votre élection. Vous avez placé ce déplacement, sous le signe de la politique de la ville qui s'inscrit plus généralement dans la lutte contre l'exclusion. Un an après votre élection estimez-

vous avoir progressé dans la réduction de cette fameuse fracture sociale que vous avez dénoncée pendant la campagne ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je le pense, pour plusieurs raisons. D'abord je pense que j'ai contribué à la prise de conscience pendant la campagne présidentielle, depuis par l'ensemble des Français, des problèmes posés par ce que j'ai appelé la fracture sociale. Ne serait-ce que cela, c'est quelque chose de positif. Deuxièmement, un certain nombre de mesures ont été prises. Nous venons de parler du plan concernant les quartiers en difficulté, beaucoup d'autres aussi, par exemple le Contrat Initiative Emploi, qui bénéficie aux chômeurs de longue durée, c'est-à-dire à ceux qui sont précisément à la porte de l'exclusion et à partir desquels se crée l'une des fractures principales. Tout cela a progressé. Je n'ai jamais dit que j'avais une baguette magique, qui me permettrait de rétablir la cohésion sociale comme nous l'espérons. C'est un travail à long terme et j'ai toujours dit que c'était une ambition de septennat et encore pour ne pas tout régler probablement.\

QUESTION.- J'aimerais revenir sur le thème de la politique de la ville. On a souvent tendance à évoquer, lorsque l'on parle des problèmes des quartiers difficiles, de situation à l'américaine, en référence aux fameux événements de Los Angeles. Vous avez vous-même, monsieur le Président, tenu à aller voir ce qui se passait lors de votre voyage aux Etats-Unis dans un quartier de Chicago. Je voudrais vous poser deux questions : premièrement, que feriez-vous pour que notre pays ne connaisse pas la même situation "à l'américaine" alors que le malaise est profond ? Deuxièmement, quel regard portez-vous sur la politique de la ville des Etats-Unis, comparée à la nôtre, à celle de l'Europe qui se dessine aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Il ne m'appartient pas de porter un jugement et encore moins de critiquer ce qui se passe aux Etats-Unis qui est un pays que je connais bien et qui a une politique qui consiste aujourd'hui à justifier toutes les dérives sociales par les exigences de la mondialisation, par la nécessité en conséquence de toutes les déréglementations, libéralisations, etc.

- La réponse que je donne et que les Européens doivent donner - ce n'est pas naturellement de contester la mondialisation qui est un fait inéluctable - c'est de faire en sorte que l'on bénéficie des avantages importants qu'elle ne manquera pas d'apporter, mais également de refuser la fatalité qu'elle impliquerait sur le plan social, sous le terme de flexibilité ou d'autres mots de cette nature. Je crois que nous devons rappeler très fermement, tant à nos partenaires américains qu'à nos partenaires asiatiques, que nous avons un modèle social européen et que ce modèle social repose sur trois principes, qui sont la protection à assurer à chacun contre les aléas de la vie, le dialogue social pour permettre le progrès, la responsabilité de l'Etat dans la cohésion sociale et donc dans la cohésion nationale.

- C'est un acquis commun aux Européens, c'est un modèle auquel nous tenons et qu'il n'est pas question pour nous, d'abandonner. Ce qui veut dire que nous souhaitons accepter la mondialisation, mais en maîtriser les effets en sauvegardant notre modèle social européen. Cela a été l'objet du mémorandum que j'ai adressé à nos partenaires européens d'une part, à nos partenaires du G7 d'autre part, à l'occasion de la réunion du G7 Emploi à Lille il y a quinze jours. -\

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez parlé ce matin d'une nouvelle réduction des dépenses publiques, vous avez dit : "une réduction draconienne". Est-il possible de savoir déjà, quel budget pourrait être concerné et dans quel délai ?

- LE PRESIDENT.- Le budget, cela ne vous a pas échappé, est fait par le gouvernement, les arbitrages sont rendus par le Premier ministre et par conséquent, je vous suggère de l'interroger. Ce que je peux dire, c'est qu'à l'évidence dans un monde où tout repose de plus en plus sur la confiance - la confiance intérieure, mais aussi la confiance internationale - on ne peut pas fonder une politique économique et donc un progrès social, sur des finances qui ne soient pas sérieusement gérées. Nous avons aujourd'hui en France des finances qui se sont fortement dégradées dans les années passées, avec notamment des déficits qui sont au sens propre du terme, insupportables, c'est-à-dire que l'on ne peut pas supporter, si l'on veut par ailleurs lutter efficacement pour la croissance pour l'emploi, pour la confiance. Donc, nous sommes dans la période très difficile au milieu du qué, où nous devons maîtriser ces déficits, faire les économies

période très difficile au milieu du gou, où nous devons maîtriser les déficits, faire les économies nécessaires, car il n'y a pas d'alternative. Dans un premier temps et je dirais, pris à la gorge, nous avons augmenté les recettes mais la France est arrivée à un niveau de taxation, de fiscalité, qui ne peut en aucun cas être augmenté et qui ne peut qu'être diminué. Nous devons, pour juguler les déficits, maintenant le faire par la réduction de la dépense et c'est toujours pénible et d'ici, je l'espère deux ans, nous aurons atteint un équilibre des finances publiques, qui nous permettra de réduire la recette, c'est-à-dire de commencer à diminuer les charges excessives qui pèsent sur tous les Français, que ce soient les consommateurs ou les producteurs.\

QUESTION.- Pensez-vous, monsieur le Président que le plan d'économies drastiques, présenté aujourd'hui par le Chancelier Kohl, va obliger la France à accélérer la réduction des dépenses publiques ?

- LE PRESIDENT.- Le Chancelier a pris effectivement des décisions très fortes, beaucoup plus que ce qui sera nécessaire en France, mais qui, je pense, s'imposaient. Tout d'abord la construction européenne, l'entente franco-allemande, l'osmose entre nos deux économies impliquent une certaine coopération, ce que nous faisons. Les ministres des finances sont, je dirais, quotidiennement en relation. Donc nous ferons les choses ensemble, chacun à notre manière mais en ayant en permanence à l'esprit les contraintes ou les préoccupations de l'autre. Deuxièmement, je souhaite naturellement la réussite des mesures engagées par le Chancelier, car n'oublions pas que l'Allemagne est notre premier client qui est d'ailleurs aussi notre premier fournisseur. Ce qui veut dire que lorsque les choses vont bien en Allemagne c'est très positif pour la France. Et lorsque les choses se dégradent un peu en Allemagne, ce n'est pas bon pour nous. Donc, bien entendu, je souhaite le succès au Chancelier. Je ne vois pas très bien ce qu'il aurait pu faire d'autre que ce qu'il a fait.

- QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais poursuivre tout simplement ce que vous avez dit tout à l'heure. Vous avez dit : "réduire les dépenses c'est difficile". Est-ce que vous pourriez nous donner un peu de précisions, comment pensez-vous réduire les dépenses publiques sans augmenter la fiscalité ?

- LE PRESIDENT.- Cher monsieur, je vous répète, ça c'est un problème qui relève de la compétence du gouvernement en général et du ministre des finances en particulier. Je ne veux pas m'ingérer dans les mesures qu'il va prendre. Ce que je fixe c'est un cap, à savoir la réduction des déficits. Je laisse ensuite le gouvernement prendre toutes ses responsabilités dans ce domaine.\

QUESTION.- Monsieur le Président, la France va-t-elle s'impliquer dans les négociations avec le gouvernement algérien et les mouvements islamistes pour la libération des moines, qui semblent être devenus des otages du GIA ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas encore d'informations et nous n'avons pas encore d'informations suffisamment fiables pour que je puisse répondre à cette question. Vous comprendrez que le sujet est si délicat, que je m'abstiendrai de tout commentaire.\

QUESTION.- Je voulais revenir sur cette idée de rigueur et de maintien du cap, parce que l'Etat va faire des efforts, mais est-ce que vous pensez, c'est dans le cadre un peu du débat de la fracture sociale, que les Français sont encore en mesure aujourd'hui de faire des efforts deux ans supplémentaires ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez les Français sont beaucoup plus réalistes qu'on ne le pense. Ce qu'ils ne sont plus capables d'accepter, c'est une augmentation des charges et à juste titre, car elles sont aujourd'hui excessives. Ils sont parfaitement en mesure de comprendre en revanche, que l'intérêt général, je ne dis pas chacun des intérêts particuliers naturellement, mais l'intérêt général exige que l'on réduise les déficits et donc les dépenses. Et par conséquent nous le ferons, d'une façon aussi équitable, aussi juste, aussi sociale que possible, mais nous le ferons. Je vous remercie.\